



*“ Une stratégie  
européenne  
pour la Chine ”*

---

PAR JEAN-PIERRE RAFFARIN,  
ANCIEN PREMIER MINISTRE



Ouvrage édité par



# **Une stratégie européenne pour la Chine**

**par  
Jean-Pierre Raffarin,  
ancien Premier Ministre**

# Sommaire

## 1. LA CHINE A BESOIN DU MONDE, LE MONDE A BESOIN DE LA CHINE 8

- A - La croissance économique chinoise sera durable . . . . . 8
- B - La Chine est-elle une menace pour la France et l'Europe ? . . . . 9
- C - Mais la Chine est aussi un « méta-marché » . . . . . 10
- D - La Chine ne peut plus se passer de l'Europe et du monde . . . . 9
  - 1. *Le développement n'est pas achevé* . . . . . 12
  - 2. *Les tensions sociales* . . . . . 13
  - 3. *Les risques financiers* . . . . . 14
  - 4. *Autorité/liberté : une alchimie explosive* . . . . . 14

## 2. LA CHINE, L'AUTRE HYPER-PUISSANCE 16

- A - Développement d'une puissance militaire . . . . . 16
- B - Maîtrise technologique . . . . . 16
- C - Maîtrise de ses voisins . . . . . 17
- D - Construction d'une alliance financière sino-américaine durable . . . 19
- E - Construction de « fronts unis »... . . . . . 20
- F - ... contre le raidissement prévisible des pays occidentaux . . . . 21
- G - Entre « émergence pacifique » et tentation nationaliste . . . . . 22

## 3. ACCOMPAGNER ET ORIENTER LA MATURITÉ CHINOISE 25

- A - La politique chinoise de la France : la France avec la Chine . . . 25
- B - Construire une « stratégie européenne pour la Chine » . . . . . 26
- C - La leçon pour l'Europe : être toujours plus forte . . . . . 29

## CONCLUSION 31



## Introduction

La mondialisation est stimulée à la fois par le dynamisme du capitalisme mondial toujours alimenté par deux phénomènes : l'innovation d'une part, l'intégration de nouveaux espaces et de nouvelles populations d'autre part, mais aussi par l'accélération de la circulation de l'information.

La nouvelle croissance mondiale qui bénéficie à l'Inde, à la Chine, à la Russie et au Brésil dans une période de forte innovation technologique renforce la mondialisation de l'économie parce que l'offre et la demande vont de pair.

Avec la Chine, nous sommes confrontés à un pays qui dispose des deux leviers à la fois, à une échelle non seulement nationale mais aussi continentale.

Aujourd'hui, tout responsable politique conséquent doit poser une question simple : quelles sont les perspectives de l'émergence chinoise ?

Cette réflexion est urgente, Edgar Morin nous a prévenu « à force de sacrifier l'essentiel à l'urgent, on finit par oublier l'urgence de l'essentiel ».

Le monde a intérêt à faire le « pari » de la « règle de trois chinoise » :

1. La Chine connaîtra une croissance durable ;
2. L'alliance de la Chine et de l'Inde crée un marché unique asiatique durable ;
3. La grande alliance financière entre la Chine et les États-Unis est, elle aussi, durable.

La Chine est donc à la fois éveillée et protégée.

Pour le monde, les conséquences sont lourdes : compression du coût du travail à l'échelle mondiale, nouveaux marchés, transformation de tous les marchés de matières premières, bouleversements géopolitiques fondamentaux, évolution différenciée des grands blocs, la France doit tirer toutes les conséquences de l'éveil de la Chine et être à l'avant-garde.

La réponse est complexe car la Chine offre un visage d'ombres et de lumières dans quelque direction qu'on la regarde : économique, politique, géopolitique. La démarche dialectique qui caractérise nos raisonnements et qui fait de l'affrontement le moteur de l'histoire s'applique mal à la Chine : mieux vaut le raisonnement dialogique, la préférence du dépassement sur l'affrontement pour penser la Chine qui a inventé le « he », cette « pensée de l'harmonie », que nous ne comprenons pas en Occident.

C'est Wen Jiabao, Premier ministre chinois qui déclarait récemment en France à l'Ecole Polytechnique (7/12/2005) : « La clé de la coexistence et de

l'évolution durable des différentes civilisations réside au fond dans la "concorde", le « he », ce qui signifie : la paix entre les Etats, l'entente homme-homme et l'harmonie homme-nature. »

Comment construire cette harmonie avec la Chine, son développement économique, ses ambitions politiques ? C'est un pari, le pari du développement harmonieux, de l' « émergence pacifique de la Chine » comme le disent les stratèges chinois. Quelle est la part de la sincérité de ces derniers ? La question se pose, le pari ressemble à celui de Pascal. Mais quel serait l'intérêt de la France à participer à l'autre émergence, celle du nationalisme ?

L'émergence de la Chine, c'est aussi une anticipation : le repositionnement de l'hyper-puissance américaine qui n'a pu prospérer qu'à la faveur de l'absence de concurrents de taille suffisante.

Et pour l'Europe, une chance et une nécessité. Une chance car la Chine peut être un pôle d'équilibre de « notre » multilatéralisme. Une nécessité car nous devons nous repositionner au fur et à mesure que la Chine se développe.

# 1. La Chine a besoin du monde, le monde a besoin de la Chine

## A - La croissance économique chinoise sera durable

La Chine a été pendant 18 siècles la première puissance économique mondiale, on l'oublie trop.

Elle tend à le redevenir aujourd'hui pour beaucoup : le seul débat qui a encore lieu sur les capacités économiques de la Chine, c'est la date à laquelle elle aura rattrapé les Etats-Unis en termes de poids du PIB. Et, alors qu'on la situait encore au 6<sup>ème</sup> rang mondial fin 2005, elle vient de passer au 4<sup>ème</sup> rang aujourd'hui après révision des statistiques.

La Chine d'aujourd'hui, ce sont des chiffres qui donnent le tournis. Depuis 25 ans, 400 millions de Chinois sont sortis de l'extrême pauvreté. Le pays absorbe la moitié du ciment de la planète. Le revenu par habitant a été multiplié par 5 en 25 ans. L'espérance de vie a gagné presque 10 ans en 35 ans. Et Shenzhen, ville de 30 000 habitants en 1980 en compte aujourd'hui... 6 millions. Mon département, la Vienne avait en son temps choisit Shenzhen pour l'un des premiers jumelages franco-chinois en raison de dimensions comparables !

La demande pétrolière chinoise, c'est 5% de la demande mondiale. Demain, ce sera 10 % : pour l'Europe et le monde, c'est la fin des prix bas en matière énergétique mais aussi, plus globalement, pour les matières premières (hausse de 30% du prix du chêne en France en raison de l'explosion de la demande chinoise).

En matière automobile, la Chine représentera en 2015 11 % du marché mondial. Elle obligera les usines européennes à augmenter encore leur

productivité et elle sera probablement à l'origine de nouveaux produits. Les Chinois savent que la pollution est un de leur grand problème : la Chine a besoin de la voiture propre pour faire face à l'augmentation vertigineuse de la demande dans les années à venir qui sera due notamment à des primo-accédants qui auront des comportements nouveaux. Elle va contribuer à accélérer la recherche et la diffusion à grandes échelles de ces nouveaux types de « transports avancés ».

Nouveaux produits donc mais aussi nouvelles normes. Alors que les OGM peinent à s'imposer dans le monde, le fait que la Chine les accepte va fortement contribuer à les diffuser au niveau mondial. La nécessité de nourrir l'énorme masse chinoise – 20 % de la population mondiale pour seulement 7 % des surfaces cultivées – va encourager la recherche agronomique dont les OGM. Le match tendu entre l'innovation et la précaution est mondial.

La Chine transforme non seulement l'offre (avec la délocalisation de la production) mais aussi la demande: nouvelles normes, nouveaux produits, nouveaux services aussi...

Autre évolution majeure : la Chine ne se contente pas d'assembler. Avec un taux d'épargne record, les Chinois travaillent intensément et investissent immensément (40 % du PIB). Les ressources tirées par l'avantage familial sont ainsi axées sur la préparation de l'avenir et la Chine commence à monter les marches de la valeur ajoutée.

## **B - La Chine est-elle une menace pour la France et l'Europe**

Tous ces évolutions ont un impact majeur en Occident où on s'inquiète : pour nos emplois, pour notre industrie, pour le prix de nos matières premières.

L'inquiétude n'est pas nouvelle : depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, chaque fois qu'un nouveau pays amorce son décollage économique, les nations déjà

industrialisées se sont inquiétées. L'Allemagne du début du XX<sup>e</sup> siècle faisait peur, comme le Japon dans les années 70, Taïwan et la Corée dans les années 80 et les nouveaux tigres asiatiques dans les années 90.

Mais, même à l'échelle de l'histoire récente, la Chine est un cas singulier :

- **Par sa taille.** La Chine, c'est 325 Singapour, 60 Taïwan, plus de 20 France et 7 Japon ! Il y a en Chine une « armée de réserve » de salariés extrêmement importante qui va limiter pour encore longtemps l'augmentation des salaires et donc peser sur les salaires en Europe. Pour beaucoup de produits, le principal poste de dépenses, ce sont les salaires parce que les coûts de transport sont marginaux. Or, en Chine, le coût des salaires est environ 20 fois moins élevé qu'en France. L'ensemble du monde développé est touché. Il y avait un million de salariés aux Etats-Unis dans le textile en 2000, il y en avait 700 000 en 2004. On en prévoit 100 000 en 2010.
- **Par l'hyper-capitalisme qui y règne.** Des entreprises indiennes délocalisent en Chine ! Il y a dix fois plus d'investissements étrangers en Chine qu'en Inde pour une raison principale : l'Inde bride les entrepreneurs avec une bureaucratie envahissante alors qu'en Chine, tout est fait pour accélérer le développement des entreprises, au prix, souvent d'une extension des espaces de non-droit (corruption, contrefaçon...). Cette efficacité entrepreneuriale est assimilée à de la liberté. Des architectes français me disaient récemment : « on est plus libre à Shanghaï qu'à Paris » !

### C - Mais la Chine est aussi un « méta-marché »

Face à ces caractéristiques inédites, nous devons travailler à une amélioration « gagnant-gagnant » de nos échanges.

Les 300 PME françaises que j'ai récemment accompagnées à Shanghai et à Hongkong comptent sur des commandes pour donner aussi du travail à leurs

équipes, elles comptent aussi sur la lutte anti-contrefaçons. Et la décision récente d'un tribunal de Pékin sanctionnant fortement des contrefacteurs chinois de grandes marques européennes est une bonne nouvelle. De même, de lourdes sanctions frappent maintenant les corps intermédiaires lorsqu'ils sont corrompus. Mais, la marche sera encore longue...

La Chine, c'est aussi un nouveau marché et de nouveaux consommateurs pour nos entreprises. Industrialisation, urbanisation et enrichissement général ont favorisé l'émergence d'une classe moyenne. La Chine est aujourd'hui le troisième acheteur mondial.

L'organisation mondiale du tourisme prévoit ainsi en 2020, 100 millions de touristes chinois.

Pour le Japon, la Chine est devenue une nouvelle mine d'or. Ils sont complémentaires. En 2003, le Japon a exporté vers la grande Chine plus que vers les Etats-Unis (100 Mds \$). A nous de tirer parti des potentialités de la Chine aussi bien que le Japon.

L'impact de la croissance chinoise est donc à la fois porteur de changements mais aussi riche d'espoir pour l'Europe. Progressivement, le consommateur chinois prend sa place dans l'économie monde. Hubert Védrine rejoint Valéry Giscard d'Estaing pour rappeler que « les Occidentaux oublient trop souvent qu'ils ne représentent qu'un septième de la population mondiale ».

## **D - La Chine ne peut plus se passer de l'Europe et du monde**

La population est l'un des éléments du rapport de forces mondial mais ce n'est évidemment pas le seul.

C'est pourquoi l'Europe et le monde doivent avoir une attitude forte et

déterminée vis-à-vis de la Chine car la Chine a autant besoin du monde extérieur que le monde a besoin de la Chine.

Pour la Chine, l'ambition, c'est la puissance, le moyen, c'est la croissance. C'est pourquoi elle veut peser dans le monde. Mais n'oublions pas que le monde lui est indispensable.

Les dernières études montrent que 28 % de la production industrielle chinoise et 21 % de l'emploi sont aux mains des étrangers. Plus du tiers de la consommation nationale se porte sur des produits d'entreprises non chinoises.

Lors d'un débat en mars 2005, un patron chinois s'agaçait : « nous n'avons pas le choix. Nous nous sommes condamnés à être soit la concubine de l'Etat, soit la maîtresse des étrangers ».

Lors de son adhésion à l'OMC en 2001, la Chine a consenti des ouvertures commerciales importantes jamais demandées jusqu'ici à aucun autre pays. L'empire était fermé, il s'est ouvert, et son ouverture a lié son sort à celui des autres.

### *1. Le développement n'est pas achevé*

La Chine suit un processus de développement finalement assez classique fondé sur les « 3 i » :

- **Initiation** avec le développement de la sous-traitance construit sur des coûts de main d'œuvre très faibles, une grande capacité de production et des coûts de transports très bas. Une très grande part de l'industrie chinoise en est encore à ce stade. Ainsi, dans l'industrie des semi-conducteurs qui semble avoir largement basculé en Chine, en fait, l'essentiel de la production est sous contrôle étranger ;
- **Imitation** avec une contrefaçon qui se développe de façon très inquiétante et qui n'est encore au total que faiblement réprimée dans un pays où beaucoup pensent que « copier n'est pas voler » ;

- **Innovation** dont le plus bel exemple est probablement le taïkonaute de 2003. La Chine consacre plus de 80 milliards de dollars à la recherche, soit très nettement plus que la France. Selon le ministère du Commerce, la haute-technologie a constitué 28,6% du total des exportations 2005.

TCL (télévision), Huawei et ZTE (télécoms), Haier (électroménager)... sont de futures grandes marques mondiales pour qui les JO de Pékin en 2008 et la prochaine Exposition universelle de Shanghai seront un utile tremplin. Mais il leur reste beaucoup à faire en termes de maîtrise des techniques commerciales, du marketing...

N'exagérons donc pas la phase actuelle de développement de la Chine et surtout, ne mésestimons pas les tensions internes. Nous devons être « sino-réalistes » ! Voilà une des utilités du dernier livre de Guy Sorman, *L'année du coq* (Fayard, 2006).

## *2. Les tensions sociales*

Depuis 1998, les entreprises ont licencié 26 millions de leurs salariés au moins. Il y aurait une population active disponible estimée de quelques 100 à 200 millions de personnes. Les piliers du régime (les ouvriers et les paysans) sont frappés de plein fouet par les restructurations, un chômage massif et durable qui s'est concentré dans certaines régions, créant une population flottante croissante, instable et miséreuse. La fracture est autant territoriale que sociale.

Selon les chiffres officiels, les familles les plus riches (8,6 %) y accaparent 60,4 % du capital financier, soit une disparité supérieure à celle que connaissent les Etats-Unis et l'Amérique latine. Tant que le gouvernement n'aura pas mis au point une politique sociale redistributive digne de ce nom - l'assurance-maladie ne couvre que 76 millions d'employés urbains, soit 5,8 % de la population -, l'urbanisation accélérée conçue comme une solution au

malaise rural créera autant, sinon plus, de problèmes qu'elle en réglera.

Guy Sorman va plus loin dans l'analyse sociétale : " ce qui m'a frappé dans cette « Chine d'en bas » plus encore que l'extrême pauvreté, c'est la misère psychologique ".

Vieillesse - la Chine sera vieille avant d'être véritablement riche -,  
démobilisation économique et déstabilisation des systèmes de protection sociale : en Chine aussi, la crise démographique constitue une menace. Le projet « d'harmonie sociale » est une nouvelle « grande muraille ».

### *3. Les risques financiers*

Les banques d'Etat accumulent de mauvais prêts à ces mauvaises firmes. Le secteur financier est souvent décrit comme le point le plus faible du développement chinois. La finance a conservé de nombreuses caractéristiques pré-modernes, avec une gestion floue de l'argent, négligente avec la comptabilité. Officiellement, les créances douteuses monteraient à 20 % de l'ensemble des prêts. Selon Standard & Poor's, elles atteindraient 40 à 45 %. Parallèlement, des bourses casinos et une bulle immobilière se sont formées.

Dans ce système semi-autoritaire semi-libéral, les doublons sont la règle : les surcapacités installées par les nombreux groupes qui se sont lancés dans l'automobile, par exemple, seraient de 90 %.

Heureusement, la Chine compense ces pertes en ligne et maintient un taux d'investissement particulièrement élevé grâce à l'abondance du capital disponible qu'elle puise dans les surplus des exports et dans une épargne nationale forte.

### *4. Autorité/liberté : une alchimie explosive*

En Occident, le marché et la démocratie sont inséparables car le marché a besoin de contre-pouvoir. Il y a un risque que le développement économique

entraîne des « frottements politiques » assez importants. Comment peut évoluer un pays qui diffuse la liberté économique et qui refuse la liberté politique ? L'Occident ne peut parier que sur la douloureuse émergence démocratique. Mais nous connaissons aussi les échecs de notre ethnocentrisme. Et, l'histoire de la Chine est marquée par une alternance de puissances et de révoltes.

## 2. La Chine, l'autre hyper-puissance

S'il faut bien comprendre l'inter-dépendance qui est la nôtre aujourd'hui avec la Chine, il faut aussi mesurer l'impact géopolitique de cette évolution.

### A. Développement d'une puissance militaire

Officiellement, le budget de la défense aura progressé de 12,6 % cette année - depuis quinze ans, ce rythme a toujours dépassé 10 % -, pour atteindre 30,2 milliards de dollars, soit un doublement en cinq ans. Ces chiffres sont cependant trompeurs : ils n'intègrent pas l'acquisition de matériels étrangers, les dépenses au profit des forces de police paramilitaires et le financement des forces nucléaires et balistiques.

Les estimations varient en fait de 50 à 90 milliards de dollars.

Comme sur le plan économique, toute politique stratégique à l'égard de la Chine doit contribuer à l'aider à s'affirmer au sein de la communauté internationale en tant que puissance économique responsable, et en même temps à surveiller attentivement la montée en puissance de son appareil militaire. Une chose est sûre : l'armée chinoise s'est réveillée.

### B. Maîtrise technologique

Ce réveil s'accompagne d'une volonté d'autonomie technologique chaque jour plus affirmée.

Au mois de mars 2006, on apprenait ainsi que la Chine construirait avec sa propre technologie le train à grande vitesse Pékin-Shanghaï. Pendant ce temps, les ingénieurs militaires mettent la dernière main au ARJ21, un avion commercial petit porteur annoncé pour 2009 pendant qu'un appareil de 150 places concurrent direct des Airbus et Boeing serait à l'étude.

Dans la téléphonie, le lancement de la troisième génération reste suspendu au développement d'un standard chinois capable de rivaliser avec les normes américaines et européennes adoptées par le reste du monde.

Le dossier nucléaire sera particulièrement signifiant de la stratégie chinoise, pour les centrales de deuxième génération et celles de la troisième.

### **C. Maîtrise de ses voisins**

Et l'armée chinoise regarde d'abord vers ses voisins immédiats : le Japon et Taïwan.

Malgré les intérêts économiques croisés, la Chine et le Japon ont en effet atteint les limites de leurs intentions pacifiques.

Tout contribue à tendre les relations sino-japonaises : l'antagonisme traditionnel, les contentieux historiques, les litiges territoriaux, la rivalité régionale, l'alignement plus étroit du Japon sur la politique de sécurité américaine dans la région qui va jusqu'à inclure Taïwan dans le périmètre sécuritaire japonais.

D'ailleurs, le Japon est le premier pays (avec la Corée du Sud) à manifester ses doutes sur le caractère pacifique de la montée en puissance chinoise, à mesurer l'ambition chinoise d'espace vital, notamment en direction du Pacifique, et à réagir en conséquence.

Face à des conflits d'intérêts de moins en moins évitables, Pékin continuera à réagir par les méthodes de la stratégie indirecte : négociations, dialogue, promesses, utilisation d'alliés de circonstance ayant en commun avec Pékin des contentieux avec Tokyo : Corée du Sud, Corée du Nord pour commencer.

La tension prend aussi des forces directes : opposition de la Chine à

l'accession du Japon au Conseil de sécurité de l'ONU, menace sur des choix industriels, et peut-être demain des heurts dans les zones territoriales contestées pour mesurer les volontés.

L'épouvantail de la « menace chinoise » justifie, aux yeux du gouvernement de Tokyo, la redéfinition en cours du rôle de ses forces armées et le renforcement de son dispositif militaire. Son dernier Livre blanc sur la défense a mentionné pour la première fois la Chine (avec la Corée du Nord) comme facteur préoccupant pour la stabilité régionale.

Par la suite, le gouvernement japonais a érigé la stabilité de Taïwan au rang d' « objectif stratégique commun » avec les Etats-Unis, intégrant ainsi explicitement l'île dans son aire de sécurité.

Il est vrai que, selon un rapport récent du Pentagone, « le rythme et l'étendue » du renforcement du potentiel militaire chinois menacent Taïwan et remettent en question l'équilibre des forces régionales.

Pékin a maintenant 700 avions susceptibles d'atteindre Taïwan sans réapprovisionnement en carburant. En un an, le nombre de missiles balistiques à courte portée déployés en face des côtes taïwanaises a augmenté d'au moins 150 unités (sur 500 en 2004).

Il est clair que la Chine s'opposera, y compris par la force, à toute proclamation d'indépendance de Taïwan et qu'elle s'efforcera de retarder aussi longtemps que possible l'arrivée d'une armada américaine qui pourrait être dépêchée dans la région.

Elle regarde aussi beaucoup vers le Sud : le conflit sino-vietnamien de 1979 n'a été résolu sur le plan diplomatique qu'en 1997 et manifeste certaines tentations en Mer de Chine méridionale avec des vues prononcées sur plusieurs archipels.

Premier élément donc de la stratégie chinoise : contenir ses voisins avec une puissance militaire en expansion.

#### **D. Construction d'une alliance financière sino-américaine durable**

Deuxième élément : construire une relation forte avec les Etats-Unis.

Le partenariat entre la Chine et les Etats-Unis s'est soldé en 2005 par 212 mds \$ d'affaires en commun. Elle est le second fournisseur étranger derrière le Canada. A l'inverse, l'excédent commercial chinois vis-à-vis des Etats-Unis atteint 201 mds \$ en 2005 sur un total de 726 mds \$ (6% du PIB) !

En 2005, l'excédent commercial chinois global était de 102 Mds \$ (il a été multiplié par 3 en un an !).

C'est dans une large mesure le gouverneur de la Banque centrale chinoise qui décide de la valeur du dollar en achetant ou en vendant des dollars et des bons du Trésor grâce à ses formidables réserves de change que lui procure sa balance commerciale. Elles atteignaient en 2005, 800 Mds \$ de réserve de change. Surtout, la Chine détient une quantité gigantesque de bons du Trésor américains : 10 % du total !

Aujourd'hui, d'une certaine manière, l'Amérique achète à la Chine avec l'argent que la Chine lui prête. Et elle n'a pas intérêt à une baisse du dollar ou à un yuan plus fort parce que cela signifierait une perte en valeurs des actifs chinois en dollars.

Aux Etats-Unis, la rhétorique anti-chinoise fonctionne dans les campagnes électorales mais ensuite, le ton change, pour une raison simple : la Chine est un débouché aujourd'hui fondamental pour les exportateurs américains et c'est en même temps un fournisseur très important des consommateurs américains : Wal-Mart achète à l'étranger et notamment en Chine la moitié

de ce qu'il vend. Et les Chinois expliquent à qui veut l'entendre que le consommateur américain économise chaque année plus de 100 milliards de dollars grâce à la Chine et que l'importation de produits chinois a créé en 2005 plus de 50 000 emplois outre-Atlantique.

Un éditorialiste québécois, bon observateur du triangle Chine-Europe-Amérique écrivait récemment à propos des "pressions américaines" pour la réévaluation du yuan : "la négociation et la patience demeurent la meilleure solution pour les Américains et les Européens car la confrontation risque de faire beaucoup de dégâts. Et de citer un proverbe chinois: "il ne faut pas allumer un feu qu'on ne peut éteindre".

### **E. Construction de « fronts unis »...**

Troisième élément de la stratégie chinoise : développer des « fronts unis » avec des pays autres que les grandes puissances traditionnelles.

Cette stratégie répond à trois objectifs : d'abord, consolider l'accès de la Chine aux matières premières. Les tournées régulières des grands dirigeants chinois en Afrique, dans le Golfe ou en Amérique latine répondent au souci aujourd'hui constant de sécuriser les sources d'approvisionnement énergétiques.

En 2003, la Chine est devenue le deuxième consommateur mondial et le troisième importateur de pétrole. Pékin importe aujourd'hui 40 % de son pétrole, chiffre qui pourrait doubler en 2025. La sécurisation des routes d'approvisionnement énergétique est donc un enjeu vital pour la Chine.

Depuis longtemps, le président chinois, Hu Jintao, vante les mérites d'une «coprosperité sino-africaine». Ainsi qu'un principe «gagnant-gagnant» d'un genre particulier : quand les bailleurs de fonds, tels que le FMI et la Banque mondiale ou la Coopération française, imposent des conditions drastiques

avant de débloquent le moindre prêt, Pékin propose le plus souvent des dons. En échange de quoi, le pays s'engage à lui réserver la « priorité » sur des gros contrats industriels ou sur ses matières premières.

Pour s'arroger la meilleure part de la production de Guinée équatoriale, ce petit Koweït africain dirigé d'une main de fer par Teodoro Obiang, Pékin a tout bonnement annulé la dette. En Angola, elle a investi massivement, comme dans la reconstruction du réseau ferré, dévasté par la guerre civile.

Autre axe dans la constitution de ces fronts unis : le rapprochement avec des pays émergents qui bénéficient fortement de la croissance de la Chine, comme le Brésil (exportateur de soja) et le Kazakhstan (exportateur de pétrole).

## **F. ... contre le raidissement prévisible des pays occidentaux**

Avec ces pays comme alliés, la Chine est plus forte pour résister aux pays développés quand ils souhaitent réagir sur des questions techniques liées aux échanges par exemple comme récemment avec les textiles et demain avec d'autres produits manufacturés et après-demain sur les services.

Elle peut également se positionner sur le terrain militaire. Récemment, le porte-parole de la Maison Blanche, Scott McClellan déclarait : « Nous souhaitons la paix et la stabilité dans la région, mais cela ne doit pas être vu comme le fait que nous considérons la Chine comme une menace. » Cela étant, a-t-il ajouté, « nous avons des inquiétudes sur la taille et la vitesse du processus de modernisation militaire de la Chine, et il est important que nous y prêtions attention. »

La menace militaire chinoise est désormais brandie régulièrement dans le débat politique et stratégique aux Etats-Unis. L'idée que la prochaine « guerre froide » pourrait bien être asiatique prend forme.

Depuis l'effondrement de l'ancienne URSS, aucun autre pays au monde n'a fait un effort aussi important pour ses forces armées, mais aucun autre non plus n'a bénéficié d'une telle croissance économique. Ce sont les bénéfices de cette dernière que les dirigeants chinois utilisent pour moderniser un appareil militaire longtemps menacé d'obsolescence.

Et c'est une menace diffuse, mélange de panoplie guerrière et de déficit commercial, que craignent les Américains. La récente décision de l'Américain Westinghouse de céder sa technologie nucléaire aux Chinois ne laisse pas présager beaucoup de sérénité à l'avenir : après être allés aussi loin, les Américains désireront probablement garder le contrôle de la situation, par tous les moyens.

### **G. Entre « émergence pacifique » et tentation nationaliste**

La stratégie est précise, la mise en œuvre efficace et à l'intérieur de la Chine, les débats sont contrastés, d'autant que le nationalisme a toujours été une manière efficace – mais dangereuse – pour maintenir une unité nationale.

La récente évolution en Chine de l'image des Etats-Unis est très significative. Alors que le modèle américain avait fait rêver la jeunesse au sortir du maoïsme, culminant avec le printemps démocratique de 1989 sur Tian-an-men, les années 1990 voient une érosion progressive de l'image de l'Amérique dont le statut d'unique superpuissance renforce en Chine les courants conservateurs.

La vision de ces derniers, assimilant le projet démocratique à une visée hégémonique de Washington, rencontre un écho croissant au sein de milieux intellectuels et d'une classe moyenne émergente de plus en plus décomplexés par rapport à l'Occident en raison de l'essor du pays.

Dans cette nouvelle atmosphère, le bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade en pleine guerre du Kosovo (1999) a déclenché de violentes

manifestations anti-américaines. Deux ans plus tard, un accrochage au large de l'île de Haïnan entre un avion espion américain et un chasseur chinois, dont le pilote périra en mer, porte à son paroxysme l'anti-américanisme en Chine. C'est le fantasme du « retour des canonnières ». Et la colère ne faiblira pas quelques mois plus tard lors des attentats du 11 septembre 2001. Les forums Internet expliquent : « Cela devait arriver ! »

En dix ans, la Chine avait bel et bien changé. La question nationale, jadis occultée par l'enjeu idéologique (communisme, démocratie), ressurgit brutalement.

A ce glissement, le Parti communiste n'est pas indifférent. Il s'en félicite dans la mesure où « les excès » de l'Amérique fragilisent par ricochet l'idéal démocratique qui avait réussi à se faire entendre en 1989. Il l'a même encouragé en promouvant au fil des ans l'« éducation patriotique » de la jeunesse, en exaltant l'orgueil national d'une « civilisation cinq fois millénaire », en rappelant les « humiliations » des guerres de l'opium du XIX<sup>e</sup> siècle, en dénonçant sans cesse les funestes dessins prêtés à un Occident américanisé complotant pour brider l'essor chinois.

Insensiblement, la thèse d'une Chine brimée par l'Occident et le Japon s'est ainsi développée dans l'esprit de la population, en particulier au sein de la jeunesse post-1989.

Il faut pourtant se garder, ici, d'un contresens. Que le PCC ait ressuscité un nationalisme jusque-là atone pour recharger sa légitimité après 1989, le fait est vraisemblable. Que la Ligue de la jeunesse du Parti ait initié puis encadré les manifestations anti-américaines de 1999 et anti-japonaises en 2005 (en tout cas sur les campus de Pékin), le fait est tout aussi probable. Mais en conclure que le nationalisme chinois actuel se résume à une manœuvre du PCC serait réducteur.

Il y a une réalité dérangeante pour l'Occident : le néonationalisme chinois est aussi le produit de l'émergence d'une société civile de plus en plus remuante.

Nationalisme civil et nationalisme d'Etat peuvent se recouper mais ne se confondent pas. Cette déconnexion est même l'événement politique majeur de ces dernières années en Chine.

Du coup, le régime dépense beaucoup d'énergie pour contrer la théorie de la « menace chinoise » qui encourage à l'extérieur les tenants d'un « endiguement » de Pékin qui sont une vraie menace pour la Chine.

Son décollage économique dépend en effet très largement de la globalisation - investissements étrangers, exportations, transferts de technologie, approvisionnement en énergie et matières premières -, et l'essor d'une sinophobie à l'étranger risquerait de lui aliéner certaines sources de croissance.

Ainsi des stratèges chinois ont-ils récemment théorisé le concept de « montée pacifique de la Chine ». Les dirigeants chinois veulent rassurer la planète sur l'émergence de leur pays. « Cacher sa lumière et nourrir l'obscurité » : tel était le conseil prodigué à ses pairs par feu Deng Xiaoping.

On le voit, sur le plan géopolitique aussi, la Chine est sur la « ligne de partage entre l'ombre et la lumière » chère à René Char. A nous, responsables politiques occidentaux de bien adapter notre réaction à cette réalité, pour avancer de façon mutuellement constructive.

### **3. Accompagner et orienter la maturité chinoise**

Qu'est-ce que l'on a à gagner à faire peur avec la Chine ? Rien, à part favoriser des crispations de part et d'autres.

Si l'Occident donne à la Chine le sentiment de la craindre, il y a fort à parier que cela ne pourra que renforcer le nationalisme chinois. Parler d'une menace chinoise, c'est contribuer à la créer.

Il faut d'urgence construire une « politique chinoise » pour la France et l'Europe qui tienne compte des bouleversements chinois récents : la politique de l'ignorance ne fonctionne plus, celle de la course aux marchés risquerait d'être brutale.

La Chine n'est pas seulement un pays ou même une région du monde : c'est un bouleversement politique comme peuvent l'être d'une certaine manière les nouvelles technologies qui ont incité à voir l'économie mondiale différemment. Avec la Chine, il faut aussi voir le monde différemment : il faut donc penser de toute urgence « le monde avec la Chine » et donc la France et l'Europe avec la Chine.

#### **A. La politique chinoise de la France : la France avec la Chine**

Plutôt que d'agiter les peurs, il nous faut cultiver ensemble nos convictions communes : le multilatéralisme et notre vision multipolaire qui font de la Chine une puissance d'équilibre, le respect du droit international dont l'ONU est le pilier, la diversité culturelle pour laquelle nous venons de gagner ensemble à l'Unesco...

Il est possible de construire des stratégies gagnantes pour notre relation bilatérale : la Chine en étant attentive aux valeurs de la France, notamment

dans les prochains rendez-vous mondiaux (tels que les négociations de l'OMC, les Jeux Olympiques de Pékin ou l'exposition universelle de Shanghai...) ; la France en favorisant la compréhension européenne des demandes chinoises relatives à la normalisation légitime de ses relations avec l'Union.

Dans cette perspective, nous devons développer davantage de projets communs, de projets d'avenir. Le nucléaire civil est probablement le dossier prioritaire, le dossier test, en raison de l'urgence mondiale, de la préoccupation de la Chine et de la compétitivité de la nouvelle technologie française (EPR) ; l'Aéronautique et le spatial, le ferroviaire, les télécommunications... nous offrent des champs fertiles de coopération à haut niveau.

Sur le plan culturel, après le succès des années croisées, nous devons aussi multiplier les échanges d'intellectuels. Un certain retour au taoïsme là-bas, l'émergence de la « pensée complexe » ici, peuvent nous permettre un dialogue nouveau entre deux vieilles civilisations qui se sont globalement développées dans l'ignorance l'une de l'autre. La coopération entre l'Alliance française et les Centres Confucius doivent être prioritaires. Une académie sino-française pourrait structurer ce dialogue culturel.

## **B. Construire une « stratégie européenne pour la Chine »**

Il ne s'agit pas d'être naïf par rapport aux risques que pourrait représenter une puissance chinoise mal maîtrisée, en particulier sur les équilibres en Asie. Mais notre conviction doit être que la meilleure façon de conjurer cette éventualité néfaste est de favoriser une Chine pleinement intégrée dans le système international.

Pour y arriver, une seule solution : être ferme mais juste. La Chine ne se satisfait pas de la faiblesse à son égard.

Ce pari de la fermeté dans la justice est d'autant plus d'actualité que tous les responsables chinois ne sont pas des défenseurs d'une émergence pacifique de la Chine dans le concert des Nations. Les souvenirs des traités inégaux imposés par l'Occident au début du XX<sup>ème</sup> siècle est encore vivace et la tentation de la revanche existe, on l'a vu précédemment.

Gérard Chaliand, auteur de « Guerre et Civilisations » nous convainc : « les Chinois croient que la seule façon de recouvrer la puissance et d'en finir avec l'humiliation passe par la croissance économique ». Ils n'ont pas comme d'autres « humiliés » « d'objectifs agressifs ».

Fort heureusement, les dirigeants actuels de la Chine ont compris que l'intérêt de leur pays était de jouer l'intégration, nous devons les y aider pour être à notre tour en position favorable.

Notre politique chinoise, à l'image de la Chine, ne peut pas être manichéenne : nous devons lui tendre la main pour exiger beaucoup d'elle en même temps, nous devons être forts parce qu'il n'y a pas d'équilibre sans force.

Et la meilleure manière d'être forts pour l'Europe, c'est d'être unie.

Aujourd'hui, l'Europe est en panne. Les citoyens français et néerlandais, parce qu'ils ont été interrogés et beaucoup d'autres qui s'expriment à travers les sondages, ont rejeté une méthode européenne qu'ils trouvent trop bureaucratique, trop lointaine et finalement trop mécanique. L'Europe a besoin de projets opérationnels pour relancer son espérance.

La relation euro-chinoise peut devenir un horizon concret pour l'Europe : loin de l'Europe des structures, l'Europe peut construire une « **stratégie chinoise** », économique et géopolitique, qui serait un vrai projet commun, réfléchi et coordonné par la Commission et les pays membres.

Après Erasmus, c'est un véritable programme « **Confucius** » qu'il faudrait lancer :

- D'abord, nous devons nous rassembler autour d'une plate-forme de valeurs et d'exigences vis-à-vis de la relation avec la Chine de manière à éviter en Europe la course au moins-disant démocratique. On pourrait imaginer une Déclaration Commune des Européens fixant une doctrine dans les relations avec la Chine.
- Ensuite, nous devons partager notre analyse stratégique de l'évolution de la Chine. Une analyse européenne sur la Chine en 2020 devrait être engagée sur le modèle de celle engagée en France ;
- Nous devons inciter également les entreprises européennes à unir leurs forces sur les marchés asiatiques. Il est absurde de se faire concurrence avec les mêmes produits. Il faudrait imaginer des projets conjoints à l'export. Ce message s'adresse notamment aux industriels franco-allemands particulièrement concurrents en Chine. On pourrait inciter les entreprises européennes répondant à des appels d'offre (transport, énergie, BTP...) à faire des réponses conjointes. Pour celles qui sont sur des marchés de consommation (automobile...), il faudrait qu'elles utilisent une plate-forme commune (juridique, commercial, intermédiaire...). N'oublions pas cette remarque du professeur François Jullien: "en Chine, le bon ou le mauvais gouvernement se juge à travers les critères "d'ordre" ou de "désordre". C'est vrai pour les Chinois : un bon partenaire est un partenaire ordonné ;
- Enfin, nous devons construire avec la Chine une vraie stratégie d'alliance sur les thèmes sur lesquels nous sommes d'accord. Le soutien apporté par la Chine au projet européen de « l'énergie de la fusion », ITER, montre qu'une dynamique sino-européenne des grands projets est possible.

L'Europe prenant l'initiative d'un grand programme « sino-européen »

retrouverait son rôle protecteur pour l'avenir de ses peuples. Entre Airbus et Boeing, la Chine nous a montré qu'elle savait bien naviguer parmi les offres occidentales : toute exigence d'une partie se solde d'une menace d'aller voir l'autre acteur du jeu. Et, face à cette situation, la tentation immédiate est de céder.

Il faut prendre conscience des véritables rapports de force et ne pas être faibles face à la Chine : elle a autant besoin de nous que nous avons besoin d'elle. Elle sait construire des alliances qui lui sont favorables.

A nous d'en faire de même, avec les Etats-Unis, avec le Japon, avec certains pays qui sont touchés par le développement chinois (les pays méditerranéens, le Mexique) pour gagner des batailles et des marchés.

La Chine est tous les jours davantage au cœur de l'économie-monde, nous devons éviter que ses victoires soient aussi nos défaites et réciproquement.

### **C. La leçon pour l'Europe : être toujours plus forte**

La vraie leçon de la Chine, c'est l'urgence de l'Europe. Demain, dans 20 ans, quand la Chine aura rattrapé les Etats-Unis, la Chine sera devenue l'autre hyper-puissance. Déjà, en 5 ans, la Chine et les Etats-Unis auront contribué aux 2/3 de la croissance de la planète.

Nous, Européens, nous devons refuser le « super G2 » qui se profile à l'horizon. Nous devons construire un monde multipolaire dans lequel l'Europe occupera une place majeure.

Cette place exige pour l'Europe plusieurs initiatives :

1. Développons une prise de conscience ouverte du phénomène chinois et de l'ampleur de ses effets, notamment l'émergence du marché sino-indien. Proposons à ce grand marché de grands projets européens. Dans nos échanges, exigeons le respect des règles internationales ;

2. Il faut maintenant renforcer le marché européen, améliorer ses capacités de mobilisation financière et moderniser encore son appareil de production. Pour réussir, il n'y qu'une solution : unifier le marché européen - celui de la banque de détail, le marché du travail, les télécommunications, la bourse, la distribution – et mieux coordonner les politiques économiques. L'euro ne doit pas être la victime de l'affrontement dollar/yuan ;
3. Il faut aussi accélérer notre capacité créatrice et aller toujours vers « l'intelligence ajoutée » : produits, technologie, emplois... l'agenda de Lisbonne est plus que jamais d'actualité. Il faut aussi rendre notre organisation plus mobile pour accroître la capacité d'adaptation face aux chocs qui s'annoncent violents. La dynamique en France créée par les pôles de compétitivité indique la bonne direction. C'est à la compétition des créativité qu'il faut nous préparer ;
4. Il faut également tendre la main à la Méditerranée qui, comme hier l'Europe de l'Est, peut constituer pour nous un nouveau marché de croissance et un point d'appui géopolitique important. Dans le nouveau monde, dans le nouveau siècle, l'Europe peut-elle prétendre jouer un rôle géostratégique sans avoir conforté l'espace euro-méditerranéen, espace économique, démographique et de civilisation ? A nouveau, l'Europe peut reprendre son destin en main.

## Conclusion

Un consensus semble à nouveau se dégager : la relance de l'Europe doit privilégier la logique des projets sur celle des structures. Le temps du débat institutionnel reviendra. D'ici là, l'Europe des projets et des initiatives doit avancer.

« La renaissance de l'Asie » est un rendez-vous historique pour l'Europe : elle peut être une opportunité extraordinaire comme devenir une menace majeure pour nos ouvriers mais aussi pour nos cadres.

La France qui a été la première à faire preuve de lucidité sur la nécessaire reconnaissance de la Chine et à faire preuve d'amitié avec le peuple chinois se doit de s'engager totalement pour accompagner l'émergence pacifique de la Chine. Et l'intégration de nouveaux Français d'origine chinoise dans notre République nous donne des atouts supplémentaires.

Comme je l'ai montré à l'occasion de la crise du SRAS, l'amitié peut s'exprimer par des preuves d'amitié. L'amitié pour la Chine est à la fois vigilante et exigeante.

L'équilibre et la survie de la planète sur tous ses continents imposent une organisation mondiale multi-polaire au sein de laquelle la Chine devra prendre toute sa place, en bonne intelligence avec l'Europe, en amitié avec la France.



La "montée pacifique" de la Chine est le grand événement de ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. Que ce soit sur le plan politique, économique ou géopolitique, l'émergence chinoise nous entraîne à penser autrement.

Parce que la croissance chinoise sera durable, l'organisation commerciale du monde devra être régulée différemment. Parce que ce

nouvel acteur politique voudra trouver la place qu'il mérite dans le concert des nations, un ordre mondial nouveau va peu à peu s'organiser.

Il est urgent pour la France de proposer une "stratégie européenne pour la Chine". Européenne parce que la taille chinoise exige la taille européenne. Française parce que la France peut insuffler des idées amicales dans notre relation avec la Chine.



[www.dialogue-initiative.com](http://www.dialogue-initiative.com)

